

**MISE A DISPOSITION DE REFRIGERATEURS CONNECTES ET LIVRAISON DE REPAS POUR LES
PERSONNELS DE LA DGAC – REGION PARISIENNE (ATHIS-MONS, ORLY, ROISSY, LE
BOURGET)**

Cahier des clauses administratives

Commun à tous les lots

Numéro de la consultation : 2026DSNA02

Procédure de passation : Procédure adaptée en application de l'article L2123-1 2° et R.2123-1 3°
du code de la commande publique.

TABLE DES MATIERES

PARTIE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 1 – PREAMBULE.....	4
Sauf mention contraire, le terme « DGAC » dans le cadre du présent marché désigne l'ensemble des services de la direction qui coordonnent leurs besoins.	4
ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 - PROCEDURE DE PASSATION.....	5
Le marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article L2123-1 2° et R.2123-1 3° du code de la commande publique (MAPA en raison de l'objet).....	5
ARTICLE 5 – FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	5
5.1 Forme de l'accord-cadre	5
5.2 Montant de l'accord-cadre	5
5.3 Durée d'exécution de l'accord-cadre	5
5.4 Lieux d'exécution	5
5.5 Documents contractuels	6
ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
6.1 Représentation du pouvoir adjudicateur	6
6.2 Représentation du titulaire	6
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTIONS.....	7
7.1 Mise en place de l'équipe technique	7
7.2 Remplacement des intervenants	7
7.3 Délai, durée ou date d'exécution.....	7
7.4 Emission et exécution des bons de commande.....	7
7.6 Modification des prestations en cours d'exécution	8
ARTICLE 8 – OBLIGATION DU TITULAIRE	8
8.1 Obligation de résultats	8
8.2 Obligation de moyens	8
8.3 Obligation de conseil	8
8.4 Obligation d'information.....	8
8.5 Obligations de confidentialité.....	8
8.6 Obligation de respect des mesures de sûreté.....	9
8.7 Responsabilité du titulaire.....	9
ARTICLE 9 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	9
ARTICLE 10- CLAUSE SOCIALE	9

ARTICLE 11 – PILOTAGE DES PRESTATIONS.....	9
11.1 Pilotage et suivi du marché.....	9
11.2 Vérification de l'exécution des prestations	10
11.3 Décisions après vérification	10
ARTICLE 12 – PENALITES	11
ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN	11
ARTICLE 14 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
ARTICLE 15 – REGIME FINANCIER.....	12
15.1 Forme et contenu des prix	12
15.2 Révision des prix	13
15.3 Avances.....	13
15.4 Retenue de garantie et cautionnement	13
15.5 Intérêts moratoires.....	13
ARTICLE 16 – MODALITES DE FACTURATION	14
16.1 Mentions obligatoires	14
16.2 Taux de TVA.....	14
16.3 Monnaie	14
16.4 Transmission des factures.....	14
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS DIVERSES	16
17.1 Forme des notifications et des informations.....	16
17.2 Langue	16
17.3 Sous-traitance	16
17.4 Co-traitance	17
17.5 Assurances.....	17
17.6 Autres obligations administratives	17
17.7 Résiliation	18
17.8 Exécution aux frais et risques du titulaire	18
17.9 Litiges et contentieux	18
ARTICLE 18 – DEROGATION AU CCAG.....	18

PARTIE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 – PREAMBULE

La Direction générale de l'Aviation civile (DGAC) est une direction d'administration centrale relevant du ministère chargé des transports. Elle a pour mission de garantir la sécurité, la sûreté et la performance du transport aérien, en intégrant les enjeux de développement durable à l'ensemble de ses actions.

Le présent marché vise à répondre aux besoins en restauration sur les sites d'Athis-Mons, Orly, Roissy, le Bourget. En effet, les sites ne disposent que de peu de commerces à proximité, tout en fonctionnant 24h / 24 et 7j / 7. Les organismes de contrôle doivent donc s'assurer que les agents disposent des aménités nécessaires à la continuité du service.

Sauf mention contraire, le terme « DGAC » dans le cadre du présent marché désigne l'ensemble des services de la direction qui coordonnent leurs besoins.

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché a pour objet la « mise à disposition de réfrigérateurs connectés et livraison de repas pour les personnels de la DGAC - Région Parisienne (Athis-Mons, Orly, Roissy, le Bourget) ».

Les équipements et prestations de livraison attendues sont de 2 types :

- **Prestations de type « Frigo connecté »** comprenant la mise à disposition d'un équipement réfrigéré, approvisionné quotidiennement et dont l'encaissement au consommateur est réalisé grâce à un décompte de la quantité de produits que contient le réfrigérateur entre son ouverture par ledit consommateur et sa fermeture ;
- **Prestations de type « Click&Collect »** comprenant la livraison de repas dans un réfrigérateur mis à disposition par la DGAC, le jour suivant sa commande par le consommateur via un outil en ligne.

Le détail des prestations attendues, de manière générale et en fonction des différents sites, figure dans le CCTP ci-joint. L'ensemble des prestations du marché fait l'objet d'une obligation de résultat.

Le présent marché est un marché de services.

Le code CPV principal est : 55500000 (service de cantine et traiteur)

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le marché comporte deux (2) lots désignés ci-après :

- **Lot 1 : Mise à disposition de réfrigérateurs connectés et livraison de repas pour les personnels de l'organisme Charles de Gaulle – Le Bourget (CDG-LB)**
 - o Deux frigos connectés et un service de Click&Collect au CANA3
 - o Un service de Click&Collect à la guérite du CANA
 - o Un service de Click&Collect au module MN de la Tour Sud
 - o Un service de Click&Collect au Bourget
- **Lot 2 : Mise à disposition de réfrigérateurs connectés et livraison de repas pour les personnels d'Athis-Mons et de l'organisme d'Orly Aviation Générale (Orly AG)**
 - o Un frigo connecté et un service de Click&Collect sur le site d'Orly AG
 - o Un frigo connecté et un service de Click&Collect sur le site de la DO-EC à Athis-Mons
 - o Un frigo connecté et un service de Click&Collect sur le site du CRNA-N à Athis-Mons

ARTICLE 4 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article L2123-1 2° et R.2123-1 3° du code de la commande publique (MAPA en raison de l'objet).

ARTICLE 5 – FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande conformément aux articles R2162-2 paragraphe 2 et R.2162-13 à 14 du Code de la commande publique. Chaque lot est mono-attributaire.

L'accord-cadre comporte deux modalités de rémunération distinctes :

- d'une part, des prix unitaires, applicables aux prestations exécutées à la demande et facturées ponctuellement, telles que définies au II – Détail des prestations à bons de commande du BPU ;
- d'autre part, des prix forfaitaires, correspondant à des prestations donnant lieu à une redevance mensuelle, telles que prévues au I – Détail des prix des prestations forfaitaires à redevance mensuelle du BPU.

5.2 Montant de l'accord-cadre

Le montant maximum fixé pour la durée totale, reconductions comprises, est :

- Pour le lot 1 : 900 000€ HT
- Pour le lot 2 : 850 000€ HT

Ces montants sont relatifs à la part payée par l'administration (prestations détaillées au BPU ainsi que la partie subvention), hors prix des denrées alimentaires.

5.3 Durée d'exécution de l'accord-cadre

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconductible 3 fois par tacite reconduction pour une période d'un an, soit une durée totale de 4 ans.

5.4 Lieux d'exécution

Les prestations s'exécutent dans les locaux de l'acheteur sur les sites sis aux adresses indiquées ci-dessous. Une même adresse peut comporter plusieurs points de livraison.

Lot 1 – Prestations de restauration par réfrigérateurs connectés et Click&Collect pour les personnels de l'organisme CDG-LB :

- Bâtiment CANA, Rue de l'Echelle, Zone aéroportuaire, 95931 ROISSY Charles de Gaulle.
- Plateforme aéroportuaire du Bourget, 93350 LE BOURGET.

Lot 2 – Prestations de restauration par réfrigérateurs connectés et Click&Collect pour les personnels de l'organisme d'Orly :

- Zone aéroportuaire d'Orly, Tour de contrôle bâtiment 401, 94310 ORLY ;
- DO-EC, Complexe de l'aviation civile, rue de Champagne, bâtiment 1611, 91200 ATHIS-MONS
- CRNA-N, Complexe de l'aviation civile, rue de Champagne, bâtiment 1609, 91200 ATHIS-MONS

5.5 Documents contractuels

L'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Les deux actes d'engagement (AE) et leur annexe financière ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et services pris par arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les ordres de services ;
- les documents écrits (mails, PV, compte-rendu) qui interviennent en cours d'exécution et dont le contenu revêt un caractère contractuel, en dérogation à l'article 4 du CCAG-PI.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour suivre l'exécution et le bon déroulement du marché. La liste sera transmise au moment de la réunion de lancement/ ou notification, par simple mail. Cette liste de personnes physiques est susceptible d'évoluer dans le temps. L'acheteur portera ces modifications à la connaissance du titulaire. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

6.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne, pour chaque lot, une personne physique unique pour interlocuteur. Cet interlocuteur peut être la même personne si le même titulaire détient plusieurs lots ; l'interlocuteur doit être habilité à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de suivi et

d'exécution du marché. Le nom, le profil et les coordonnées de cet interlocuteur unique sont indiqués dans le mémoire technique, en dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché, dans ce cas celui-ci en informe sans délai l'acheteur et lui communique le nom, le profil et les coordonnées de ces personnes.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTIONS

7.1 Mise en place de l'équipe technique

Pour l'exécution et le suivi des prestations, le titulaire s'engage à déployer, pendant toute la durée d'exécution du marché, des personnels dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe dédiée (représentant du titulaire et son équipe), laquelle figure dans son offre technique.

7.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé de l'interlocuteur unique. Le titulaire dispose alors d'un délai d'un mois pour assurer le remplacement de celui-ci. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication de l'information. La récusation, si elle est prononcée par l'acheteur doit être motivée.

En aucun cas, le remplacement de l'interlocuteur unique donne lieu à une augmentation du montant des prestations.

7.3 Délai, durée ou date d'exécution

Le titulaire dispose de délais définis au CCTP pour réaliser la livraison, l'installation et la mise en service opérationnel des équipements frigorifiques. Compte tenu de la spécificité des sites, ces délais peuvent varier en fonction des sites et en raison de leurs spécificités. La date du commencement d'exécution sera notifiée par simple mail.

7.4 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont édités par le SIR Nord à mois échu.

Chaque bon de commande précise a minima :

- le numéro et la date du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le(s) lieu(x) d'exécution de la formation le cas échéant ;
- le prix correspondant hors taxes (HT), le taux de TVA en vigueur, le prix taxes comprises (TTC) ;
- le code service exécutant soit pour le 32A;
- Le montant de la subvention
- le montant total du bon de commande en HT et en TTC.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur exécution peut se poursuivre pendant une durée maximale de six mois après la fin de l'accord-cadre.

7.6 Modification des prestations en cours d'exécution

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, la personne publique prescrit au titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepte les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision de la personne publique est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de cinq jours à compter de son envoi, est réputé l'avoir acceptée.

Toutefois, toute modification entraînant un changement du prix ne peut être réalisée que par avenant.

ARTICLE 8 – OBLIGATION DU TITULAIRE

8.1 Obligation de résultats

Le titulaire a une obligation de résultats quant à la livraison des livrables qui figurent au présent CCAP.

8.2 Obligation de moyens

Le titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions du cahier des clauses particulières et de son offre.

8.3 Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde concernant les prestations fournis à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

8.4 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

8.5 Obligations de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aurait accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'acheteur, être divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire entraîne la résiliation du marché aux torts du titulaire. Ce dernier encours des poursuites judiciaires pouvant aboutir à des sanctions pénales au sens de l'article 226-13 du code de procédure pénale.

8.6 Obligation de respect des mesures de sûreté

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures de sûreté définies dans le présent marché. Il est responsable de la mise en œuvre et du maintien de ces mesures sur toute la durée de l'exécution du marché. Le non-respect de ces obligations entraînera la résiliation du marché.

8.7 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les durées, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente notamment en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses co-traitants, sous-traitants et fournisseurs.

ARTICLE 9 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Les exigences liées à l'impact du marché sur l'environnement sont mentionnées au CCTP

Le titulaire veille à limiter l'usage de supports à usage unique, à optimiser les déplacements éventuels des intervenants et acteurs, conformément à l'arrêté du 6 mars 2025 pris pour l'application du décret no 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié et relatif à la politique de déplacement professionnels des agents affectés à la direction générale de l'aviation civile ou voyageant pour son compte et du bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile ; et à privilégier des outils ou pratiques écoresponsables dans la conduite des sessions.

ARTICLE 10- CLAUSE SOCIALE

Le titulaire est invité, dans le cadre de l'exécution du marché de mise à disposition de réfrigérateurs connectés et livraison de repas pour les personnels de la DGAC, à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, à prévenir toute forme de discrimination. Il est également encouragé, lorsque son organisation le permet, à accueillir un stagiaire afin de contribuer à l'intégration professionnelle et à la découverte du secteur d'activité, pouvant, le cas échéant, ouvrir des perspectives de recrutement.

ARTICLE 11 – PILOTAGE DES PRESTATIONS

11.1 Pilotage et suivi du marché

En dehors des prestations demandées, le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions ou de contacts réguliers (présentiel ou distanciel) entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire :

Réunion de démarrage : La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur présente son organisation, son activité et les données disponibles relatives aux prestations.

L'objet de cette réunion est de :

- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener
- L'organisation du site et leurs spécificités
- La visite des lieux
- Les données relatives aux prestations
- La planification des livraisons
- Préciser les modes de communication et / ou de sollicitation du représentant du pouvoir adjudicateur et de ses équipes envers le prestataire etc.

Réunions / contacts d'avancement et suivi de l'avancement de projet : Ce point est décrit dans le chapitre 2.4 du CCTP « Suivi de la prestation », s'y référer.

11.2 Vérification de l'exécution des prestations

Les mouvements des livreurs sur les sites sont tracés par badge ; par ailleurs des contrôles visuels aléatoires sont effectués et les retours des usagers sont pris en compte. Les vérifications portent sur les points suivants : livraison, qualité des produits, ponctualité et disponibilité des services de gestion des commandes.

L'accent est mis, en particulier, sur la ponctualité des livraisons et la complétude des commandes.

11.3 Décisions après vérification

En cas de dysfonctionnements répétés et communiqués au titulaire par tout moyen pouvant apporter la preuve, l'acheteur peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire dans les conditions prévues au CCAG. A la fin du marché le titulaire désinstalle et emporte les équipements, à ses frais, selon les dispositions prises par l'acheteur.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, aucune indemnité n'est possible.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour prononcer une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction, ou de rejet.

A l'issue des vérifications des prestations, l'acheteur prend l'une des décisions suivantes :

- **Réception** : les prestations, documents et livrables sont réputés conformes aux spécifications énoncées dans le marché et l'offre du titulaire.
- **Réception avec réfaction** : bien que les prestations ne satisfassent pas entièrement aux spécifications, elles sont acceptées par la personne publique moyennant une réfaction d'un montant déterminé. Les conditions de mise en œuvre sont celles prévues au CCAG.
- **Ajournement** : Si les prestations ne sont pas conformes aux spécifications contractuelles, mais que l'acheteur estime qu'elles peuvent être rendues conformes par une nouvelle exécution en tout ou partie de la prestation, l'acheteur prononce au moyen d'une décision, un ajournement motivé et assorti d'un délai spécifié dans la décision pour parfaire la prestation. Ce délai court à compter de la date de notification. Les frais éventuels correspondant sont exclusivement à la charge du titulaire.

- **Rejet** : si la prestation ne respecte pas les spécifications du CCAP ou les conditions de l'offre du titulaire, l'acheteur peut prendre une décision de rejet.

ARTICLE 12 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable et elles sont dues dès le premier euro. Elles ne sont pas soumises à l'application de la TVA.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire. **13.1 Pénalités en cas de retard dans la livraison**

En cas de retard dans la livraison, l'installation et la mise en service opérationnel des équipements frigorifiques, une pénalité de 100,00 euros HT sera appliquée par jour de retard, à compter de la date indiquée dans l'ordre de service qui déterminera le commencement.

En cas de retard constaté inférieur ou égal à 2 heures : une pénalité à hauteur 50 euros par heure de retard sera appliquée pour chaque livraison non conforme aux délais

En cas de retard constaté supérieur à 2 heures : une pénalité à hauteur 100 euros par heure de retard sera appliquée pour chaque livraison non conforme aux délais d'exécution de la prestation.

12.2 Pénalité en cas de retard dans la maintenance

Le titulaire doit intervenir dans les quatre (4) heures à compter de la date et de l'heure de la notification. Il sera appliqué une pénalité de 50€ HT par heure de retard dans les délais d'intervention. Pour information, le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention et résoudre une anomalie ne court que pendant la période de disponibilité du service d'assistance technique du titulaire.

Le titulaire doit résoudre les dysfonctionnements constatés dans les délais contractualisés dans son offre en fonction de la gravité de l'anomalie, à compter de la date et de l'heure de notification au service d'assistance technique. Il sera appliqué une pénalité de 50€ HT par heure de retard dans les délais de résolution. Le technicien devra laisser sur le site une fiche de passage avec le compte rendu de l'intervention.

ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, la présente clause de réexamen a pour objet de définir les modalités d'intégration de besoins complémentaires liés à l'objet du marché à la suite de circonstances imprévues pendant son exécution, sans risquer d'en bouleverser l'économie générale.

La mise en œuvre de la clause de réexamen peut notamment avoir pour objet d'ajouter des prestations complémentaires ne figurant pas dans le marché initial mais devenues nécessaires.

ARTICLE 14 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du marché, le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants, s'engagent à respecter la réglementation applicable, notamment le Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne traiter les données que pour les besoins de l'exécution du marché ;
- Garantir la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données traitées ;
- Former et encadrer les personnes autorisées à accéder aux données ;
- Appliquer les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Communiquer, le cas échéant, les coordonnées de son délégué à la protection des données ;
- Veiller au respect des mêmes obligations par ses sous-traitants, qu'il demeure responsable de contrôler.

Il assiste l'acheteur, dans la mesure du possible, pour l'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, etc.).

En cas de violation de données personnelles, le titulaire en informe l'acheteur par écrit dans un délai maximal de 48h après en avoir eu connaissance, en y joignant les éléments prévus par l'article 33 du RGPD.

Le titulaire tient un registre des activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur, comprenant notamment les mesures de sécurité mises en œuvre.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à supprimer l'ensemble des données à caractère personnel collectées ou traitées dans ce cadre.

ARTICLE 15 – REGIME FINANCIER

15.1 Forme et contenu des prix

Les prix des prestations figurent en annexe à l'acte d'engagement.

Les prestations à caractère unitaire, exécutées et facturées une seule fois telles que définies au II – Détail des prestations à bons de commande du BPU, sont fermement établies et non révisables pendant toute la durée du marché.

En revanche, les prestations forfaitaires donnant lieu à une redevance mensuelle, telles que prévues au I – Détail des prix des prestations forfaitaires à redevance mensuelle du BPU, sont révisables dans les conditions définies au présent CCAP.

Les prix sont ensuite révisables à date anniversaire du marché et proposés par le titulaire du marché.

Les prix sont réputés inclure :

- L'ensemble des frais de main d'œuvre et déplacement inhérents à l'exécution des prestations ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.
- Les frais d'acquisition des badges d'accès sur les sites.
- Les contenants des repas ainsi que les serviettes.
- Différents condiments et assaisonnements dont notamment du sucre en poudre en sachet, du sel, du poivre et de la vinaigrette.

Les frais de déplacement comprennent le transport, l'hébergement, la restauration, et les frais annexes.

Les prix sont établis en euros, hors taxes et TTC.

15.2 Révision des prix

Le prix est révisé à l'issue d'une durée d'exécution de 12 mois, sur proposition du titulaire au plus tard deux mois après la date anniversaire de notification du marché (passé ce délai, le titulaire renonce à la révision pour la période concernée) par application de la formule paramétrique suivante :

$P1 = P0 \times I1 / I0$

Dans laquelle :

P : prix obtenu après révision

Po : prix avant révision, à la date remis lors de la DLRO

IO = dernier indice publié à la date de la publication du marché à laquelle le prix avant révision a été déterminé,

I1 est le dernier indice publié à la date de révision

L'indice retenu pour le calcul de la révision de prix est le CPF 56.2 (services de traiteurs et autres services de restauration). [Indice du coût horaire du travail révisé - tous salariés / ICHTrev-TS](#)

15.3 Avances

Les conditions du versement de l'avance ne sont pas réunies.

15.4 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

15.5 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminués des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 16 – MODALITES DE FACTURATION

les paiements sont effectués, par virement au compte bancaire du titulaire, après facturation mensuelle. Chaque lot fait l'objet d'une facture séparée.

Les dépenses seront imputées sur les programmes 612 et 613 613 du budget annexe de la DGAC (BACEA).

16.1 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

Les factures comportent au minimum les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant 32A ;
- la référence du marché ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) affecté au marché et communiqué au titulaire au moment de la notification du marché ;
- Etat récapitulatif des commandes
- le prix unitaire hors taxes de la prestation livrée ;
- le montant total hors taxes et montant toutes taxes comprises de la prestation livrée ;
- le taux et le montant de la taxe à payer.

16.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

16.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

16.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>, aux fins de, soit :

- Déposer ses factures sur le portail
- Saisir directement ses factures

2) Mode service ou API (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées) :

Le titulaire envoie ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_contact

Attention : Dans Chorus-Pro, la DGAC est considérée comme un service "hors Etat", il faudra cocher "non" dans la zone "le destinataire est-il un service de l'Etat ?"

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

La facture dématérialisée reçue dans le cadre de la solution Chorus Pro, constitue une preuve fiscale pour le fournisseur. Il n'est plus nécessaire de conserver un exemplaire papier.

Pour déposer les factures dans Chorus se munir préalablement des renseignements ci-après, qui de surcroît devront figurer sur les factures :

A Indiquer impérativement sur la facture et à renseigner le portail CHORUS PRO lors du dépôt de la facture			
1	– le numéro SIRET de la DGAC 12006401900074		
2	- le numéro d'Engagement figurant sur le marché (code à 10 chiffres) communiqué au titulaire lors de la notification du marché		
Entité	Organisme	Code service exécutant	Adresse de facturation à mentionner sur vos factures

DO/SNA-RP	CDG/LB	32	Service de la Navigation Aérienne Région Parisienne (SNA-RP) Rue de l'Echelle Bât CANA 5300 - BP 81007 95931 ROISSY CDG Cedex
DO/SNA-RP	ORL/AG	32	Service de la Navigation Aérienne Région Parisienne (SNA-RP) Rue de l'Echelle Bât CANA 5300 - BP 81007 95931 ROISSY CDG Cedex
DO	DO/EC	31	Direction des Opérations 9 rue Champagne 91205 ATHIS-MONS CEDEX
CRNA-N	Athis-Mons	32	Centre en Route de Navigation Aérienne Nord 9 rue Champagne 91205 ATHIS-MONS CEDEX

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS DIVERSES

17.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se font par voie dématérialisée.

17.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur et aux stagiaires doivent être rédigés en langue française.

L'ensemble des formations sont dispensées en langue française.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectuera en français.

17.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de la prestation faisant l'objet du présent accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, l'administration devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

17.4 Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement d'opérateurs économiques, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

17.5 Assurances

En vertu de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de la prestation.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

17.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse électronique suivante : pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

17.7 Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié :

- Du fait de la personne publique, en application de l'article 42 du CCAG-FCS, par décision unilatérale de l'administration notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- Dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS, par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- En cas de difficulté d'exécution de l'accord-cadre, au titre de l'article 40 du CCAG-FCS ;
- Aux torts du titulaire au titre de l'article 41 du CCAG-FCS et dans les conditions prévues aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG-FCS ; l'administration se réservant le droit de faire exécuter l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire et ce, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS ;
- Le titulaire n'a pas mentionné et fait accepter les modifications des intervenants en charge de l'exécution des prestations ;
- Le titulaire ne respecte pas ses obligations relatives à la réservation des salles, à leur localisation, leur accès, leur sécurité et leur disponibilité ;

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le marché peut être résilié pour les motifs suivants : après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue à l'accord-cadre sous réserve de la réception des résultats concerné et de leur paiement.

17.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

17.9 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 18 – DEROGATION AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations :

Article du présent CCAP	Article du CCA/FCS auquel il est dérogé
Article 14 (clause de réexamen)	Article 25 (Exécution)
Articles 13 (pénalités)	Article 14 (Pénalités)

Article 5.5 listes des pièces contractuelles	Article 4
Article 6.2 représentants du titulaire	Article 3.4.1